

Avril – Mai – Juin 2016

Réalisée du 11 au 26 avril 2016

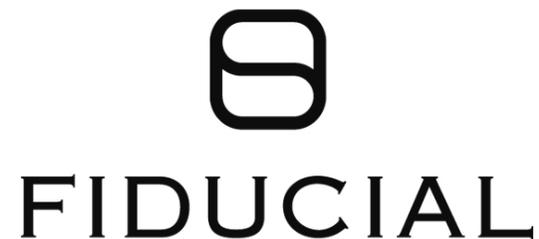
Vague 62

Baromètre *des* **TPE**

Le regard des TPE sur la société et les inégalités



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. En Europe, elle emploie 11 000 personnes au service de ses **273 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

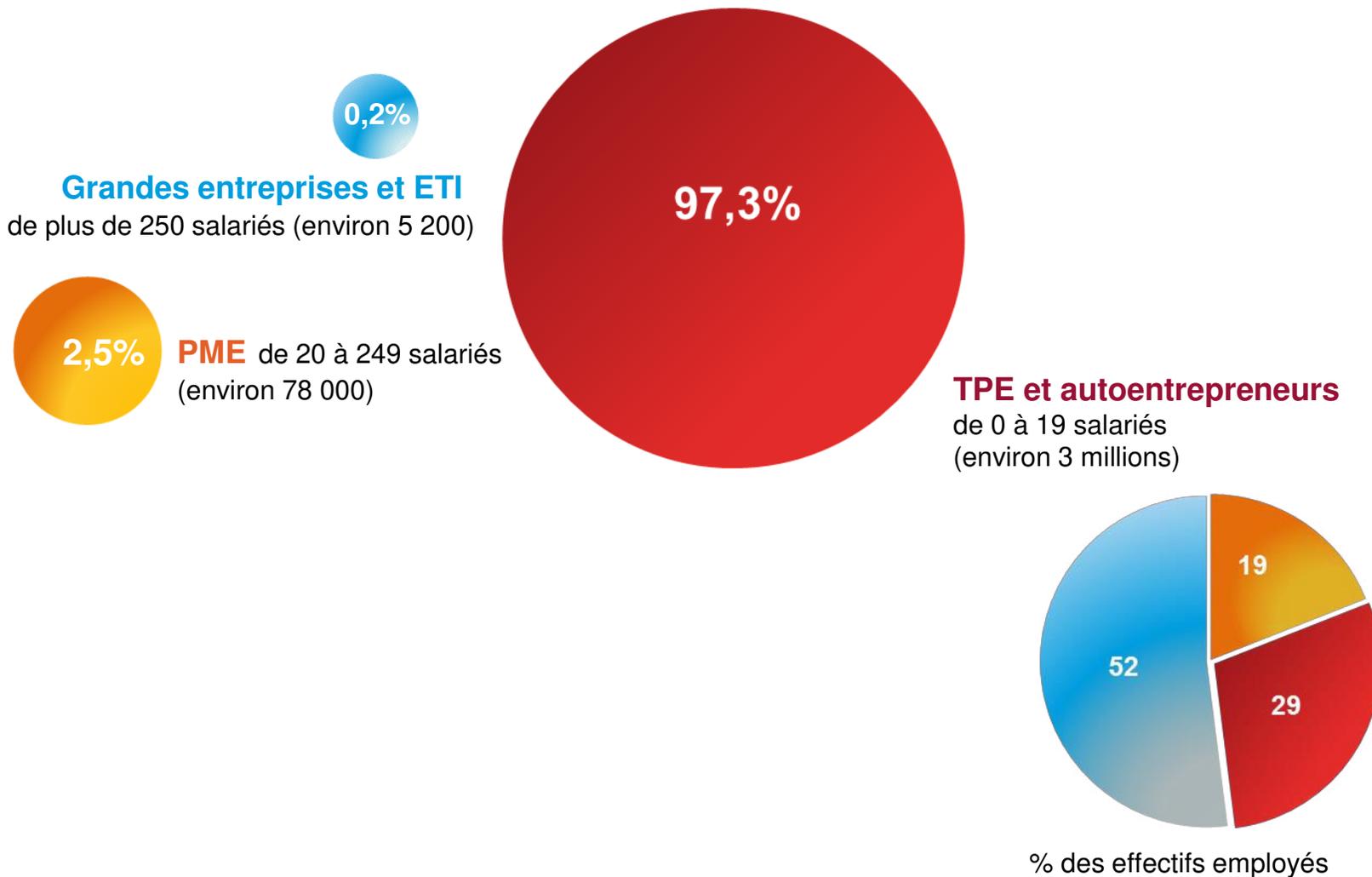
www.fiducial.fr

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les autoentrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015



▪ Le poids des TPE	3
▪ Les principaux enseignements	4
▪ Les TPE et la situation de la société : inégalités, pouvoir d'achat, précarité...	7
▪ Méthodologie	27
▪ Échantillon	28

Les principaux enseignements

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Un accueil contrasté et prudent face aux mutations économiques et aux nouvelles formes de travail

Les patrons de TPE se situent dans l'expectative face aux nouvelles formes de travail : moins d'un sur cinq estime que chacune d'elles risque de limiter l'accès à l'emploi (entre 13% et 19%), mais les avis sont partagés entre le maintien et l'amélioration de la situation actuelle :

- **Les opinions positives dominent** en ce qui concerne l'impact positif sur l'accès des chômeurs et des populations précaires à l'emploi en ce qui concerne la possibilité d'exercer son activité professionnelle en télétravail (50% contre 36% qui pensent que cela ne changera rien) et le développement des prestations de freelance (45% contre 37% qui pensent que cela ne changera rien).
- **Les scores sont équivalents** sur les bénéfices attendus du développement des contrats de missions (44% contre 40% d'opinions neutres) et celui de l'uberisation (42% contre 38% d'opinions neutres).

On relève un **potentiel non négligeable en termes de développement de l'emploi au sein des TPE en ayant recours à ces nouvelles modalités de travail**. En particulier, près de quatre dirigeants sur dix pourraient proposer un contrat de mission (39%) et/ou des prestations régulières en freelance (37%). 22% d'entre eux seraient en mesure de créer un poste en télétravail à temps partiel et 10% à temps complet.

Néanmoins, **si ces évolutions peuvent favoriser le retour à l'emploi, une majorité des chefs d'entreprise estime qu'elles auront pour contrepartie une plus grande précarité des actifs (59%)**. 18% pensent même qu'elles feront augmenter le chômage, soit au global 77% qui estiment qu'elles sont porteuses de plus d'inégalités. A l'inverse, 21% jugent qu'elles permettront à la fois de faire baisser le chômage et s'accroître les rémunérations des actifs.

On retrouve sensiblement les mêmes enseignements s'agissant de la transformation numérique : 65% des interviewés considèrent ainsi que les opportunités créées par le numérique et les nouvelles technologies vont permettre de créer une dynamique de croissance. A contrario, une majorité estiment que ces opportunités ne contribueront pas à créer une nouvelle forme de cohésion sociale (56%). De façon logique, **les mutations liées au développement des énergies renouvelables et de l'économie sociale et solidaire sont vues positivement tant sous l'angle de la croissance (65%) que sur celui de la cohésion sociale (62%)**.

Les chefs d'entreprise interrogés se montrent **majoritairement réceptifs à l'évolution des contrats de travail, mais avec une proportion non négligeable d'opposants** :

- Ainsi, 61% adhèrent à la suppression du CDD et du CDI pour les remplacer par un contrat unique, contre quand même 33% qui se prononcent contre ce changement.
- Les avis sont plus mitigés encore sur le remplacement du CDD par un contrat de prestation signé avec un autoentrepreneur, sous condition du respect d'un seuil minimum de rémunération et d'un délai de prévenance en cas de rupture : 55% approuvent contre proposition contre 44% qui la rejettent.

La perception d'inégalités fortes et qui vont en s'accroissant, car non résolues par le modèle social français

Les questions de l'accès à l'emploi et de sa contribution à la cohésion sociale sont étroitement liées à celle du modèle social français. Sur ce point, **83% des dirigeants interrogés soulignent l'augmentation de la part des postes précaires depuis 10 ans**, et jusqu'à 88% dans le secteur des services aux particuliers. Une majorité estime même qu'elle a « beaucoup » augmenté (56%).

Autre point préoccupant, **25% des patrons de TPE estiment qu'aujourd'hui, plus de 30% de la population française vit en-dessous du seuil de pauvreté**. 19% considèrent que cette proportion se situe entre 21% et 30% , 30% entre 11% et 20% et 25% en-dessous des 10%. Notons que **pour 65% d'entre eux, une personne seule sans patrimoine sort du seuil de pauvreté lorsque son revenu net dépasse 1500 euros par mois**. 11% estiment ce revenu plancher entre 1250 et 1499 euros, 18% entre 1000 et 1249 euros, et 5% seulement en-dessous de 1000 euros. *Pour rappel, selon l'Observatoire des inégalités et les données Insee de 2014, la France compterait 14,2% de pauvres au seuil de 60% du revenu médian, lequel se situe à 1770 euros nets.*

Cette vision de l'augmentation de la précarité contribue naturellement à **la perception très nettement majoritaire d'une société française injuste** (80%, dont 36% qui la voient comme « très injuste »), et divisée (74%, dont 44% qui la jugent « très divisée »).

Le modèle de redistribution français fait l'objet de représentations contrastées : ainsi, si **40% des chefs d'entreprise seulement estiment qu'il permet d'aider efficacement ceux qui en ont besoin**, ils sont quand même 39% à l'estimer trop généreux contre 30% qui le trouvent bien adaptée et 25% pas assez généreux.

En outre, les patrons jugent massivement que la durée d'indemnisation de 23 mois peut inciter les chômeurs à ne pas chercher un emploi aussi efficacement qu'ils le pourraient (70%, dont 44% « tout à fait »).

Des différences émergent également selon le type d'inégalités considéré, même si elles sont perçues comme majoritairement importantes dans tous les domaines testés :

- **Le pouvoir d'achat est sans surprise celui pour lequel les inégalités sont jugées les plus grandes (87%).**
- **Elles devancent celles liées au logement (77%) ainsi qu'à l'activité professionnelle**, qu'il s'agisse de l'accès à l'emploi (77%) ou celles observables entre les salariés du privé et ceux de la fonction publique (79%).
- Les différences de traitement catégorielles sont d'ailleurs également jugées très largement importantes entre les Français et les immigrés (76%), entre les femmes et les hommes (67%), et, légèrement en-deçà, entre les actifs et les retraités (61%).
- Les deux tiers des patrons de TPE mettent en exergue l'importance des inégalités en termes d'accès à la justice (68%), à l'éducation et à la formation (66%).
- Bien qu'à des niveaux inférieurs, 58% considèrent quand même que l'accès au soin est fortement inégalitaire, ce score s'établissant à 51% s'agissant de l'accès à la culture et aux loisirs.

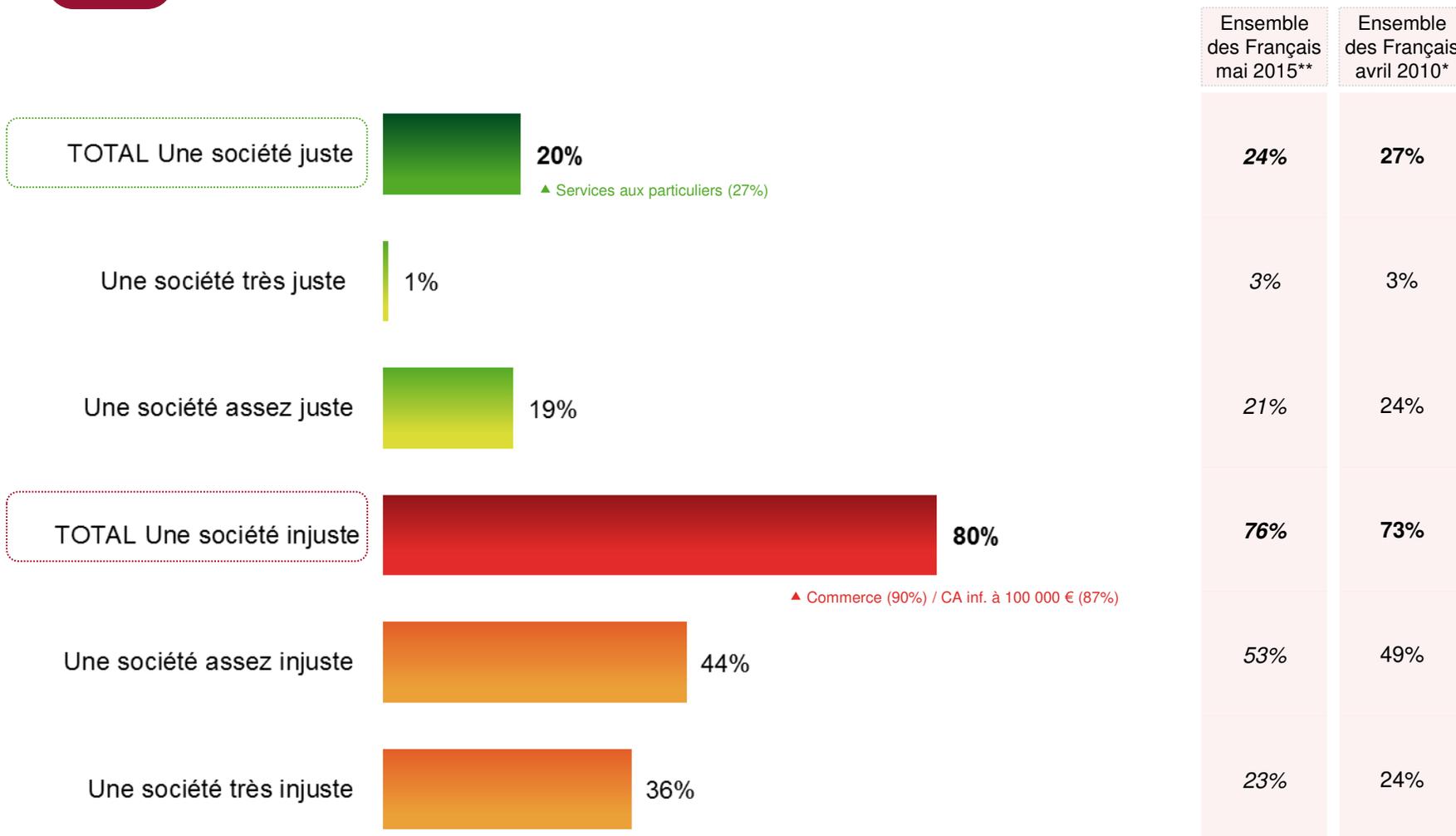
Ce constat négatif n'empêche pas 62% des interviewés de penser qu'il est possible aujourd'hui de lutter efficacement contre les inégalités sociales. D'ailleurs, **63% déclarent que la place accordée à leur réduction contribue fortement à leur attachement aux partis ou personnalités politiques.**

**Les TPE et la situation de la
société : inégalités, pouvoir
d'achat, précarité...**

La perception d'une société française juste

Question

Aujourd'hui, diriez-vous que notre société est... ?



* Sondage Ifop pour la Fondation Jean Jaurès réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 16 avril 2010 auprès d'un échantillon de 603 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

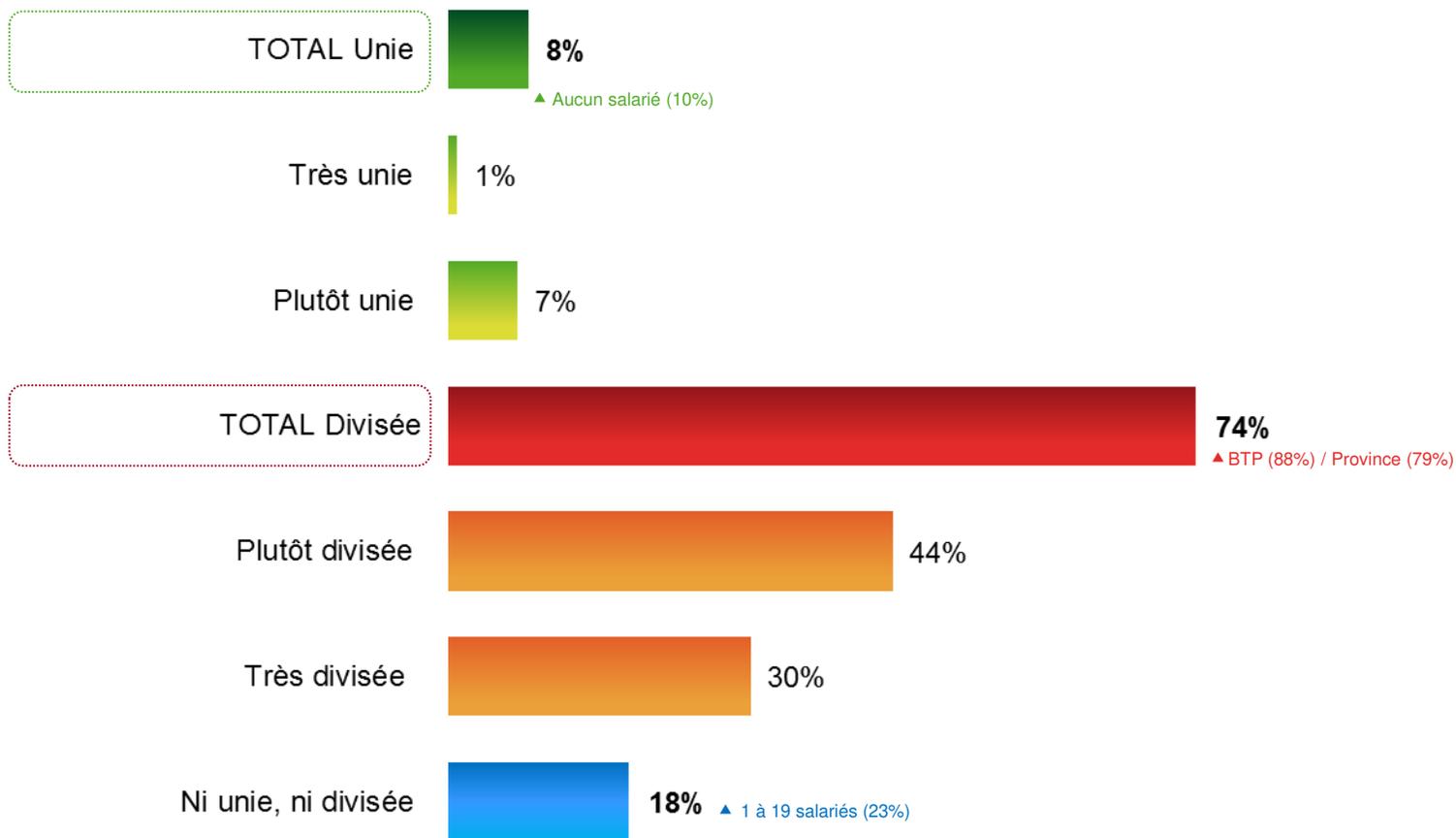
** Sondage Ifop pour la Fondation Jean Jaurès réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 11 mai 2015 auprès d'un échantillon de 2860 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Base : à 50% de l'échantillon

Le sentiment d'unité de la société française

Question

Dans votre vie au quotidien, diriez-vous qu'aujourd'hui, vous estimez que la société française est unie, divisée ou ni unie ni divisée ?



Base : à 50% de l'échantillon

L'évolution des inégalités au cours des 10 dernières années

Question

Globalement, depuis 10 ans, diriez-vous que les inégalités dans notre pays...?

Ont plutôt augmenté



88%

▲ Services aux particuliers (91%) / CA inférieur à 100 000 € (94%)

Ont plutôt diminué



10%

▲ 6 à 19 salariés (16%)

Sont restées stables



2%

	Ensemble des Français mai 2015**	Ensemble des Français avril 2010*
Ont plutôt augmenté	80%	80%
Ont plutôt diminué	12%	13%
Sont restées stables	8%	7%

Base : à 50% de l'échantillon

La possibilité de lutter contre les inégalités sociales

Question

Parmi ces deux opinions, de laquelle vous sentez-vous le/la plus proche ?

Il est possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales



62%

▲ Services aux entreprises (78%)

Il n'est pas possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales



38%

▲ Commerce (48%)

	Ensemble des Français mai 2015**	Ensemble des Français avril 2010*
Il est possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales	68%	66%
Il n'est pas possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales	32%	34%

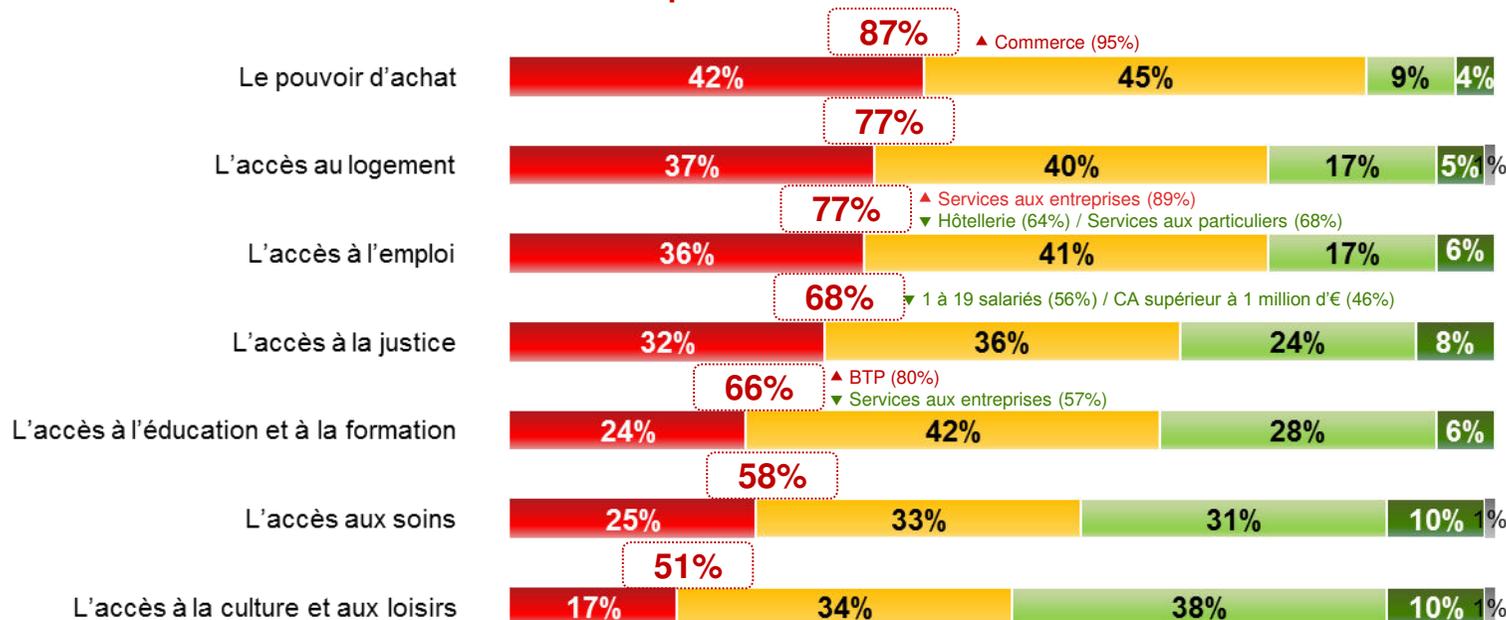
Base : à 50% de l'échantillon

La perception des inégalités dans différents domaines

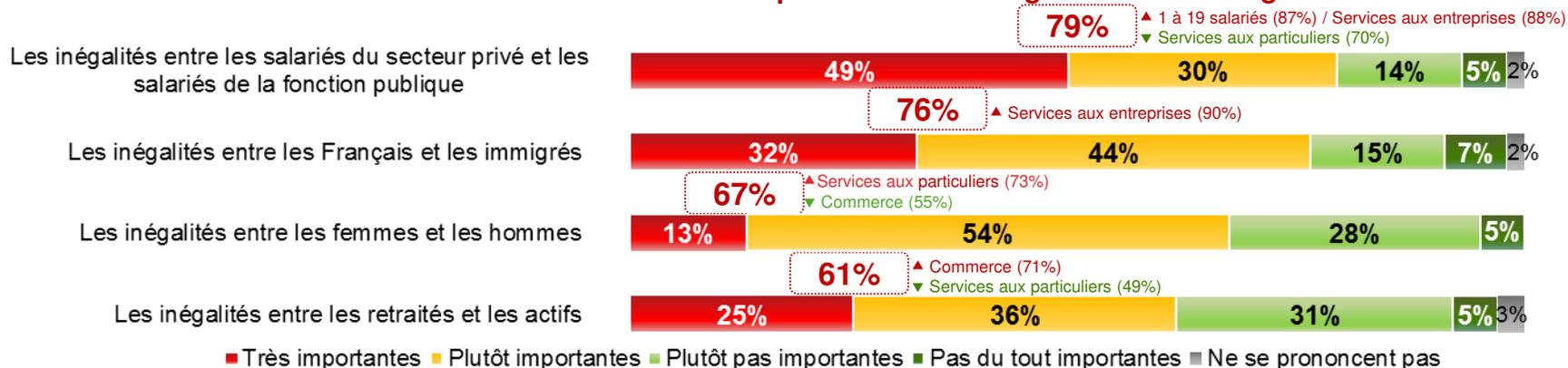
Question

Et diriez-vous que les inégalités au sein de la société française sont importantes ou pas importantes dans chacun des domaines suivants ?

Total Importantes : l'accès à différents domaines



Total Importantes : les inégalités entre catégories sociales

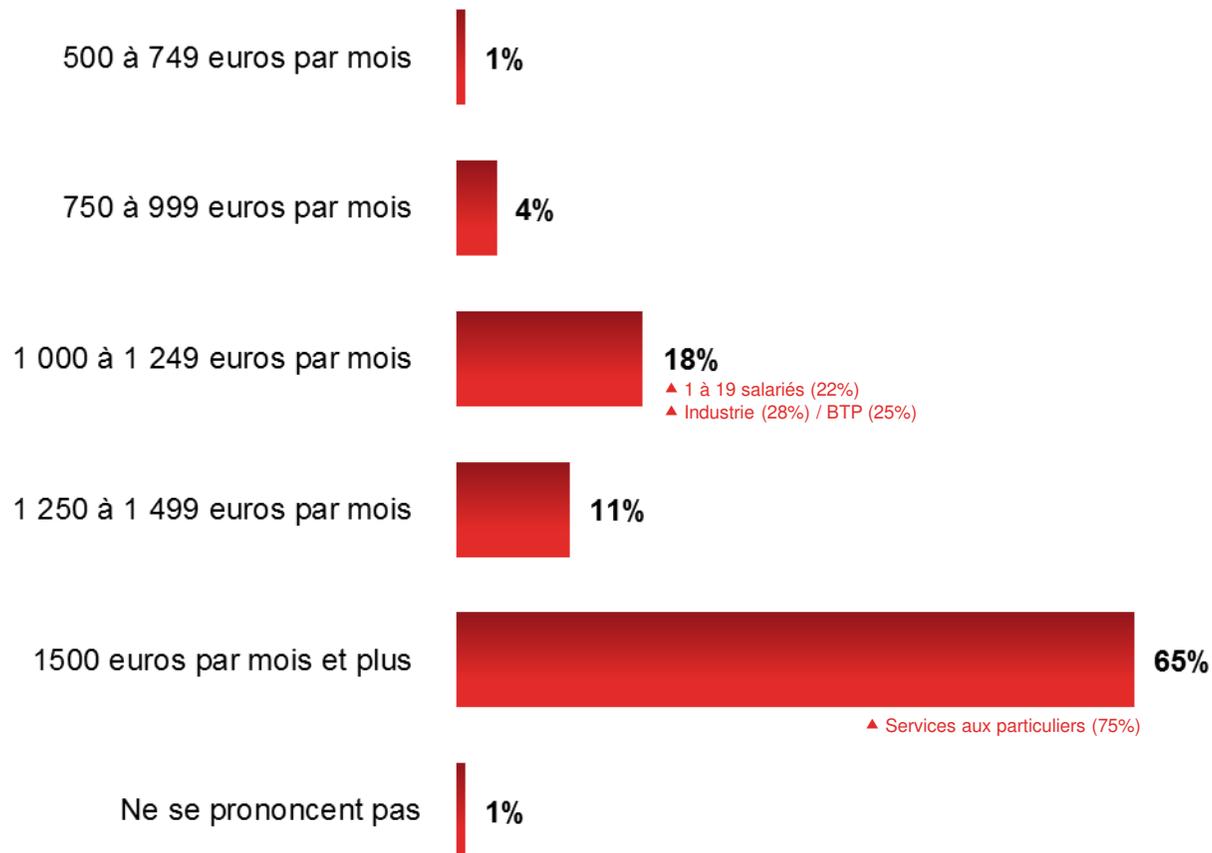


■ Très importantes ■ Plutôt importantes ■ Plutôt pas importantes ■ Pas du tout importantes ■ Ne se prononcent pas

Le niveau de revenu net mensuel minimal pour ne pas être pauvre

Question

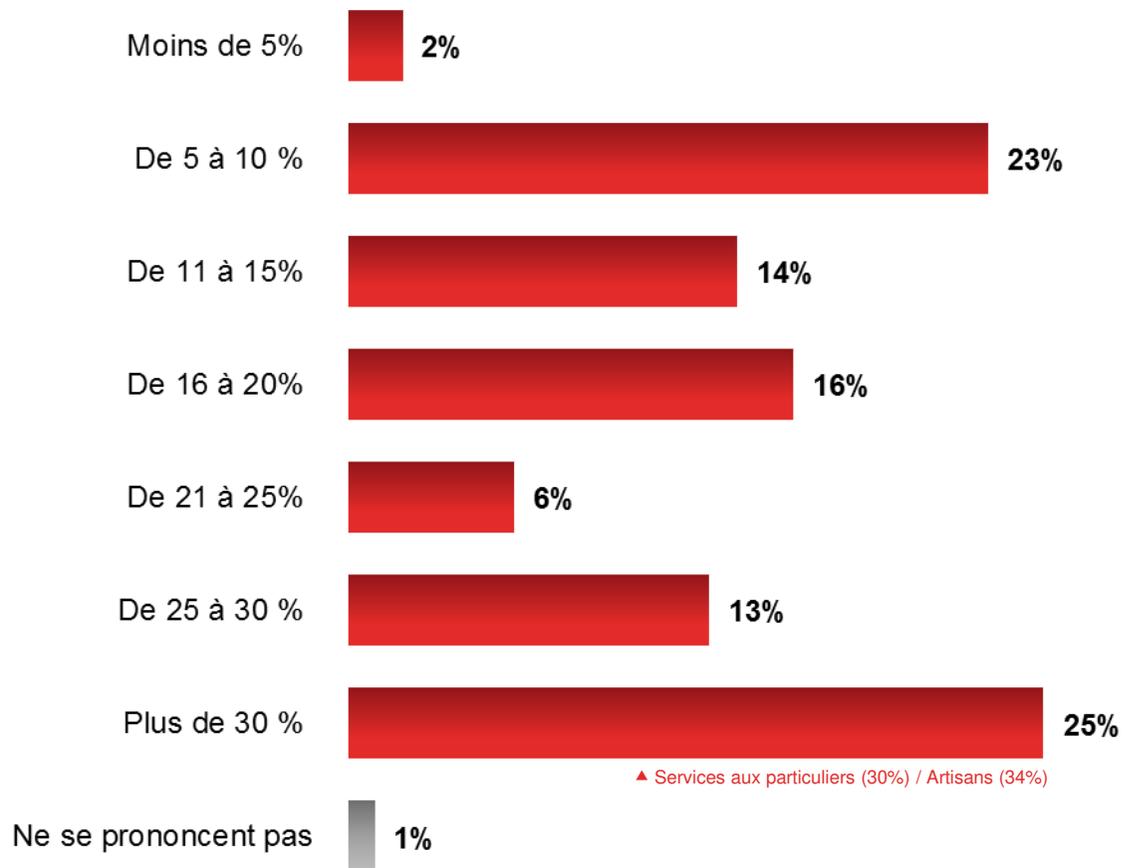
Selon vous, à partir de quel niveau de revenu net mensuel une personne seule sans patrimoine ne peut plus être considérée comme pauvre ?



La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en France

Question

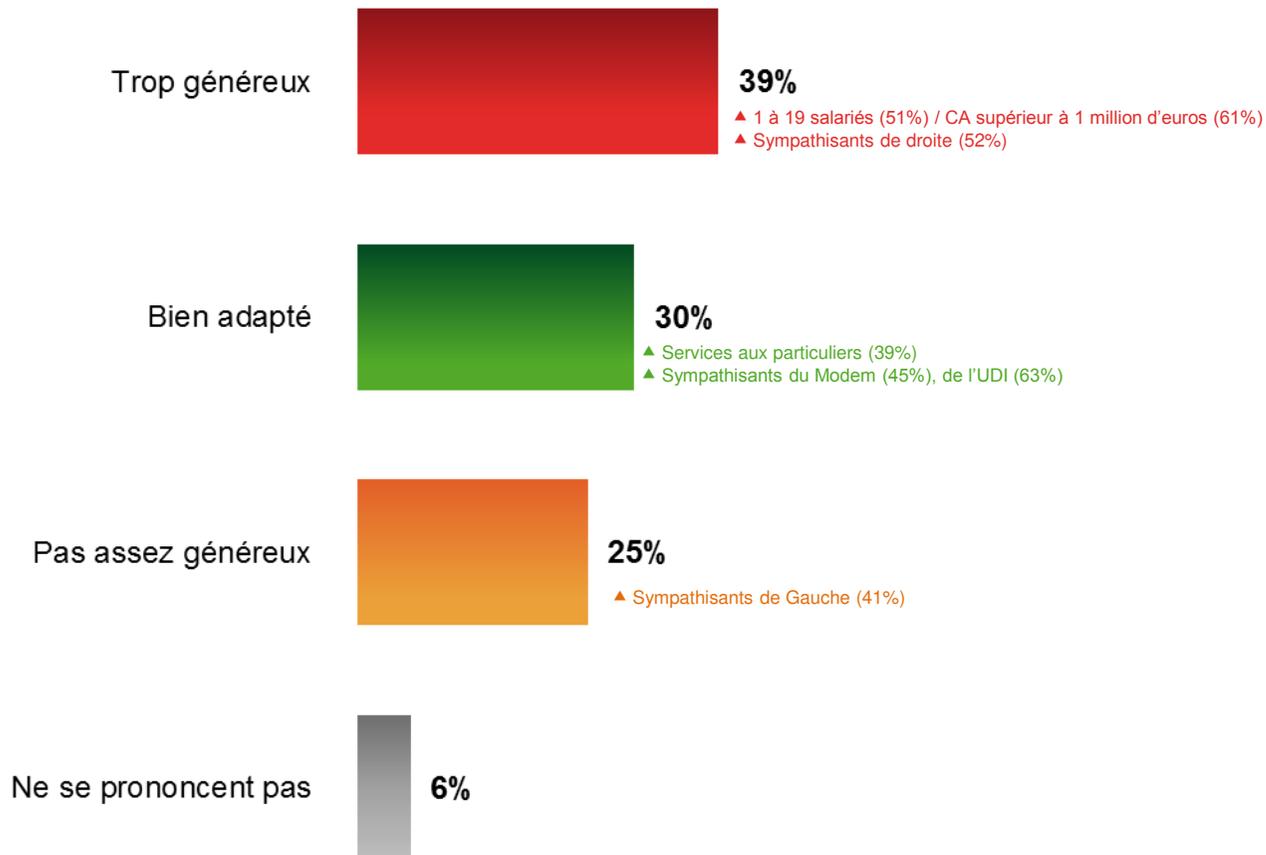
Selon vous, quel est le pourcentage de personnes vivant en France en dessous du seuil de pauvreté ?



La perception de la générosité du modèle social français

Question

Le modèle social français est basé sur la redistribution, notamment au profit des personnes les plus pauvres.
Est-il selon vous ... ?

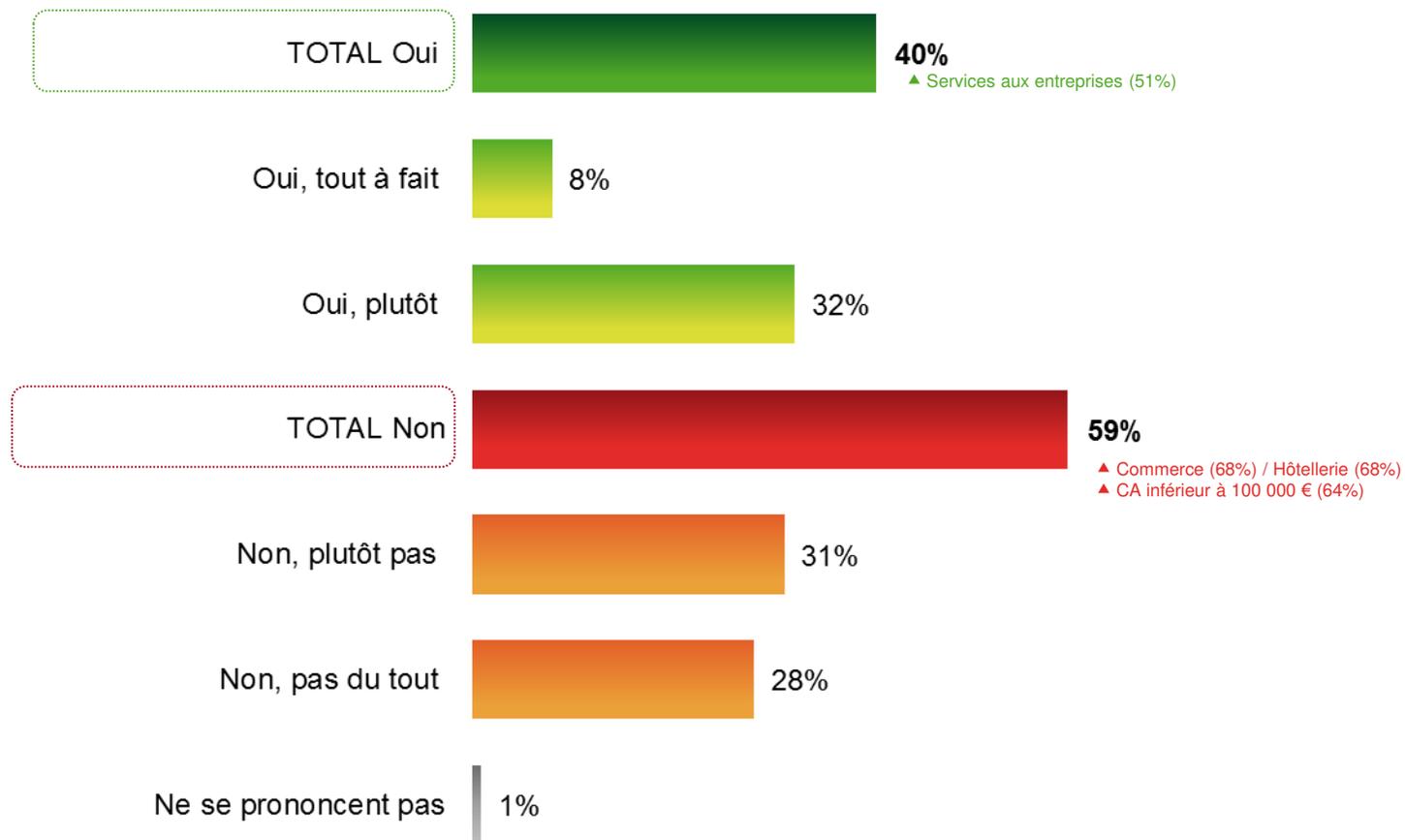


Base : à 50% de l'échantillon

Le jugement sur l'efficacité du modèle de redistribution français

Question

Diriez-vous que le modèle social français de redistribution permet d'aider efficacement ceux qui en ont besoin ?

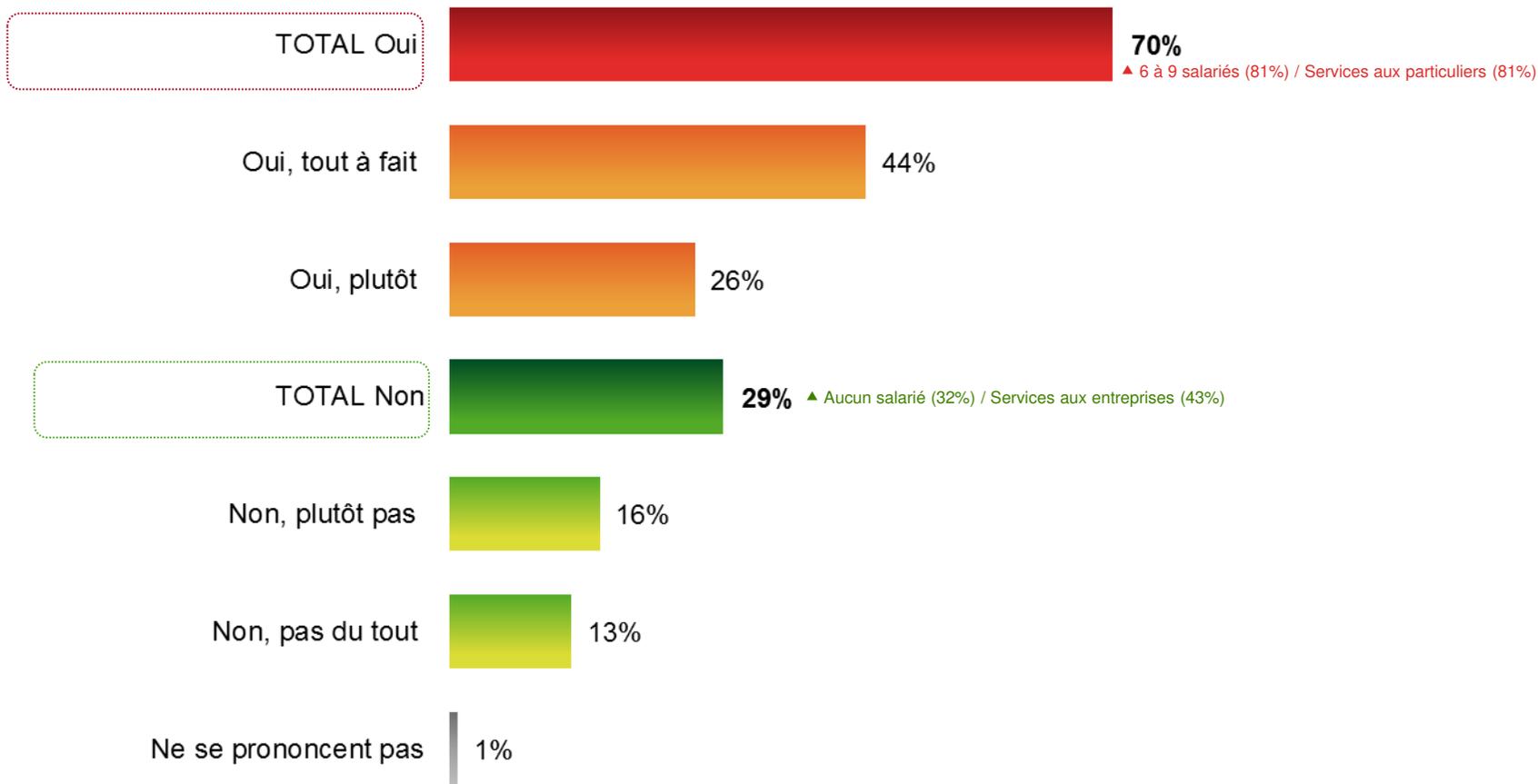


Base : à 50% de l'échantillon

La durée d'indemnisation du chômage

Question

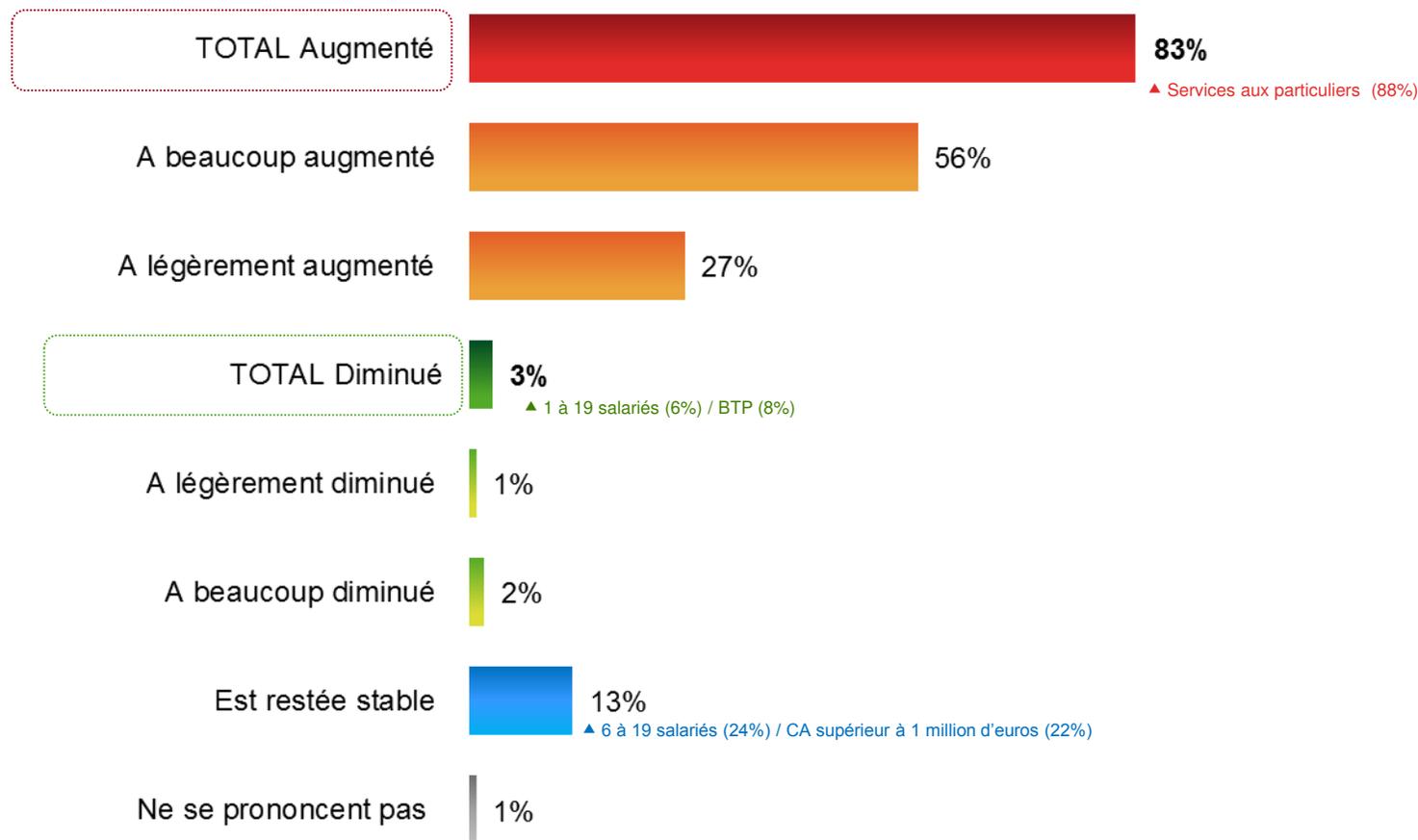
Diriez-vous que la durée de versement des allocations chômage de 23 mois peut inciter les personnes au chômage à rechercher moins activement un emploi qu'elles ne le pourraient ?



L'évolution de la part des emplois précaires depuis 10 ans

Question

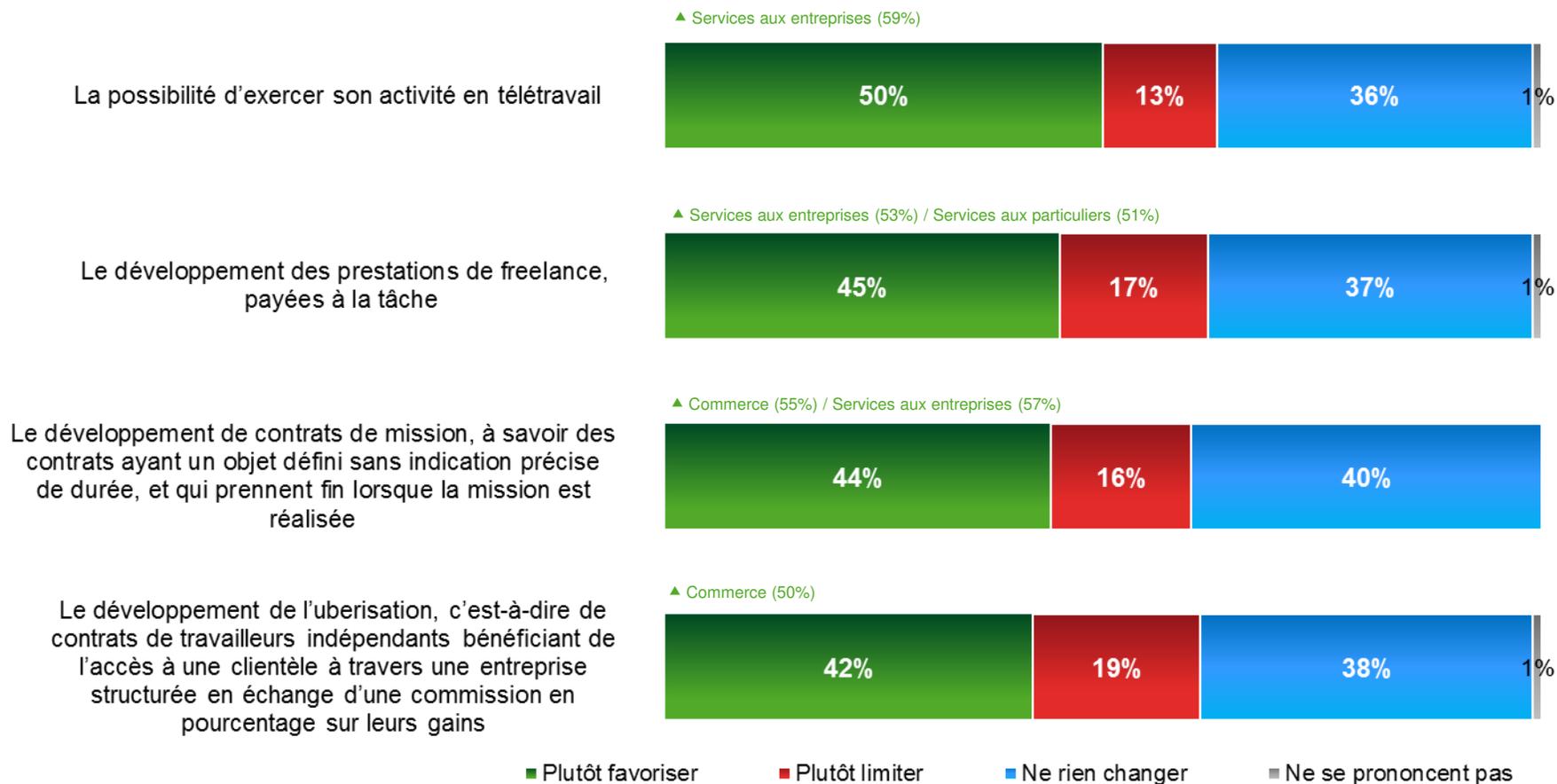
Plus spécifiquement, en ce qui concerne l'emploi, diriez-vous que depuis 10 ans, la part des emplois précaires a augmenté, a diminué ou est restée stable ?



L'impact de différentes évolutions sur l'accès à l'emploi

Question

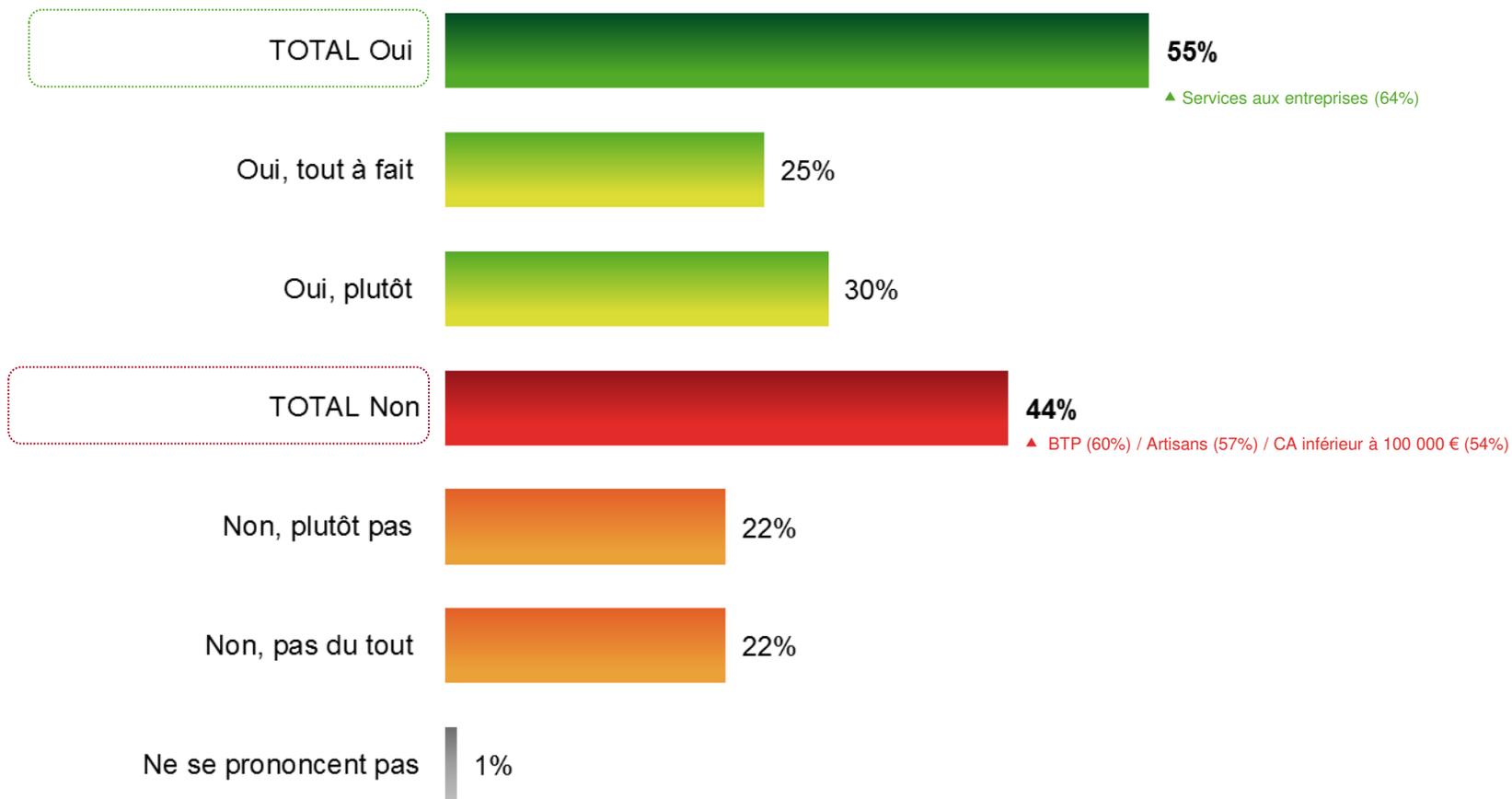
Diriez-vous de chacune des évolutions suivantes qu'elles vont plutôt favoriser, plutôt limiter ou ne rien changer à l'accès des chômeurs et des populations précaires à l'emploi ?



L'adhésion au remplacement du CDD par un contrat de prestation

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable au remplacement du CDD par un contrat de prestation signé avec un autoentrepreneur, sous condition du respect d'une rémunération minimum et d'un délai de prévenance en cas de rupture ?

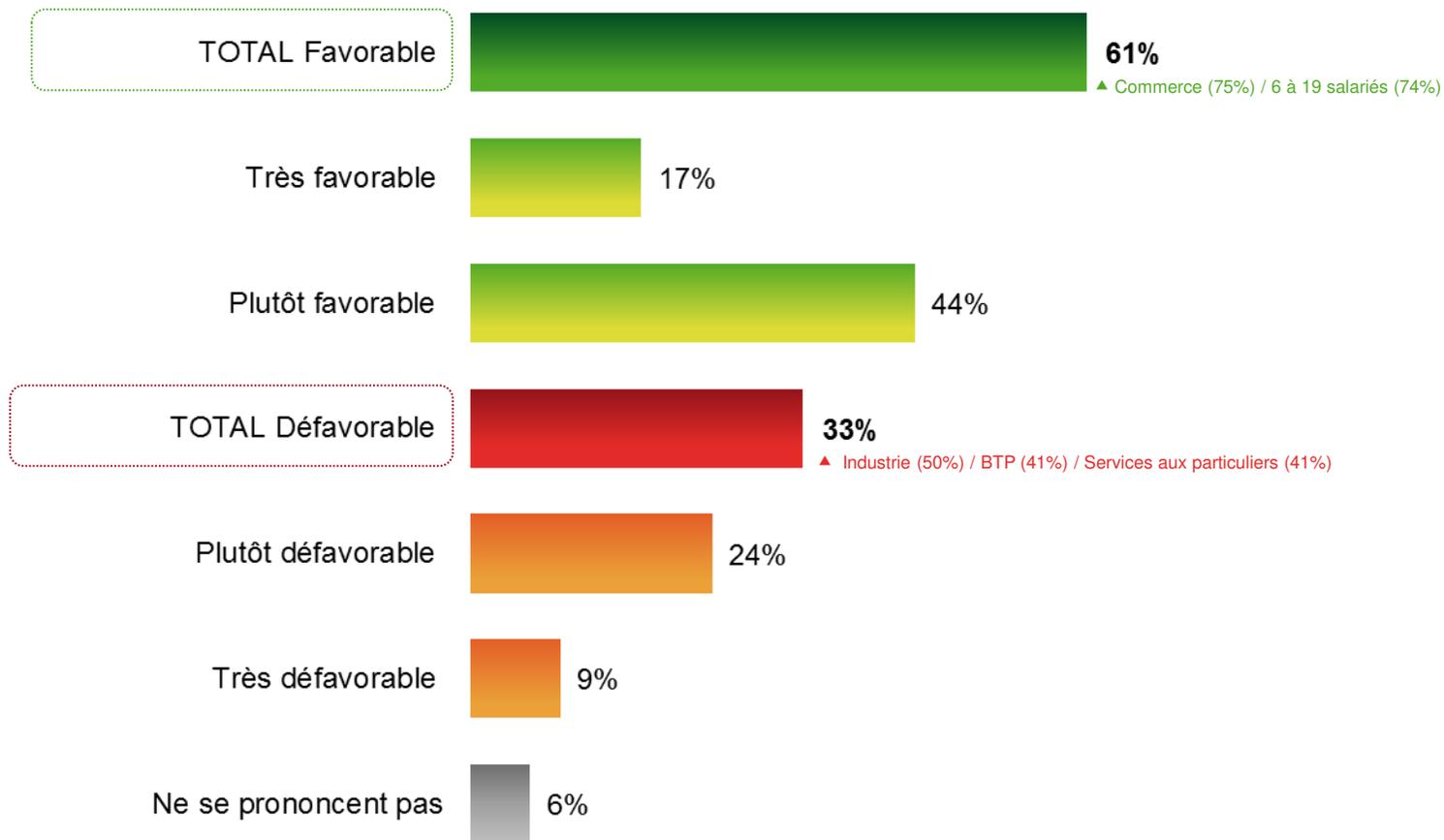


Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion au remplacement du CDD et du CDI par un contrat unique

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à la suppression du CDD et du CDI pour les remplacer par un contrat de travail unique ?

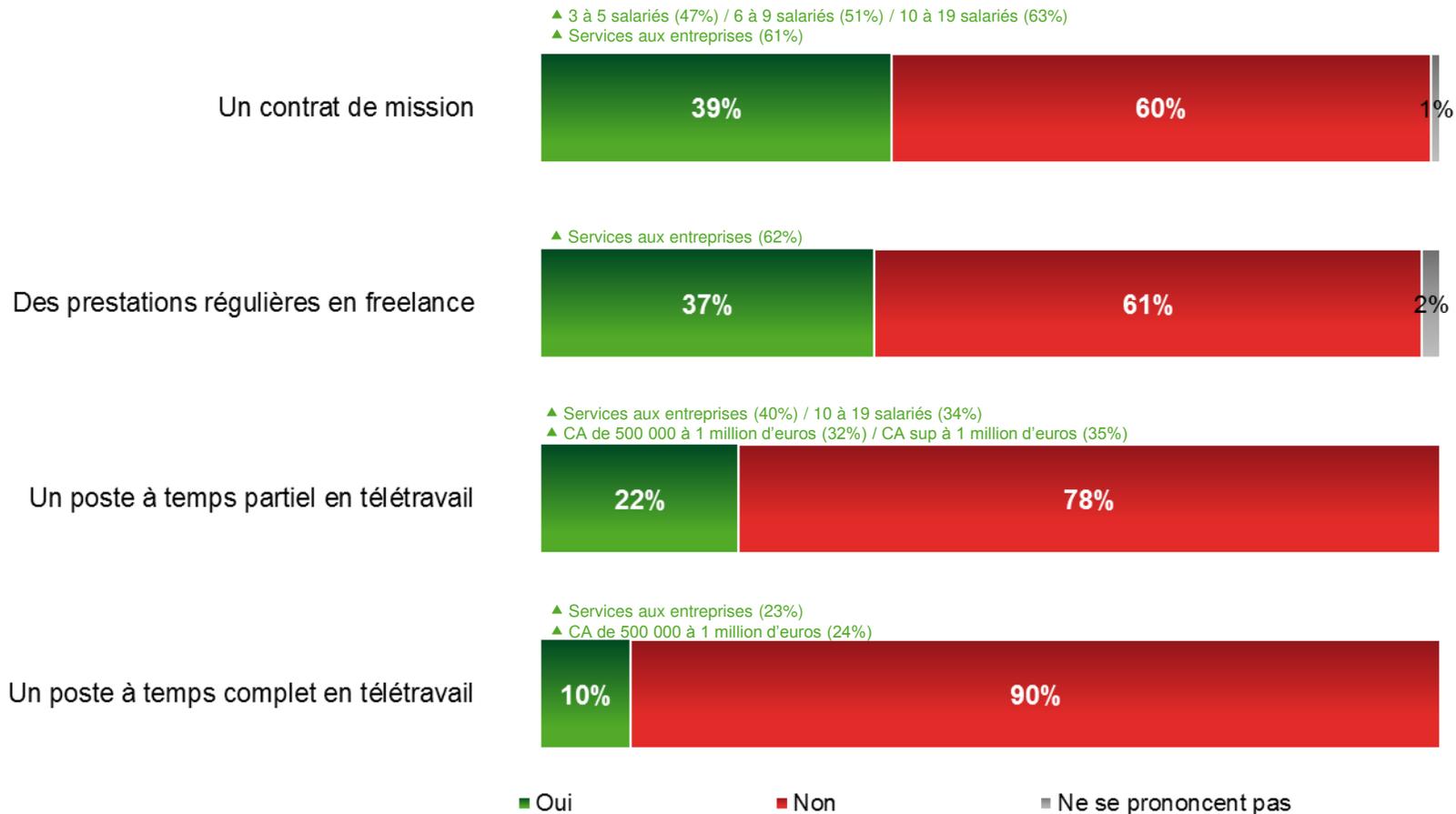


Base : à 50% de l'échantillon

La possibilité de proposer différents types de contrats dans leur entreprise

Question

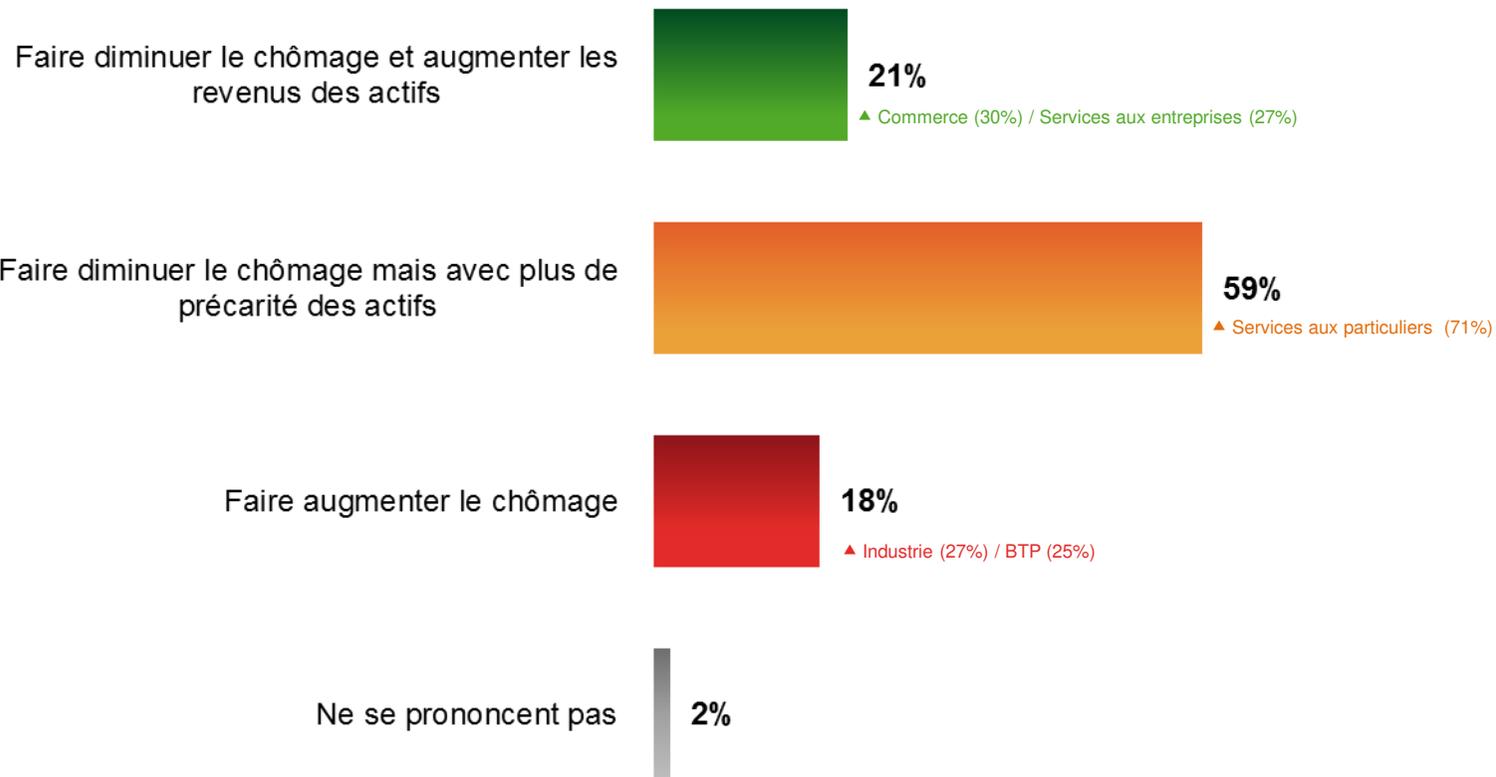
Vous-même, votre activité vous permettrait-elle de proposer... ?



L'impact des nouvelles formes de travail sur le chômage et la précarité

Question

D'une façon générale, diriez-vous que ces nouvelles formes de travail vont plutôt... ?



Base : à 50% de l'échantillon

L'impact des opportunités liées au numérique et aux nouvelles technologies

Question

Diriez-vous qu'au cours des prochaines années, les opportunités créées par le numérique et les nouvelles technologies peuvent permettre... ?

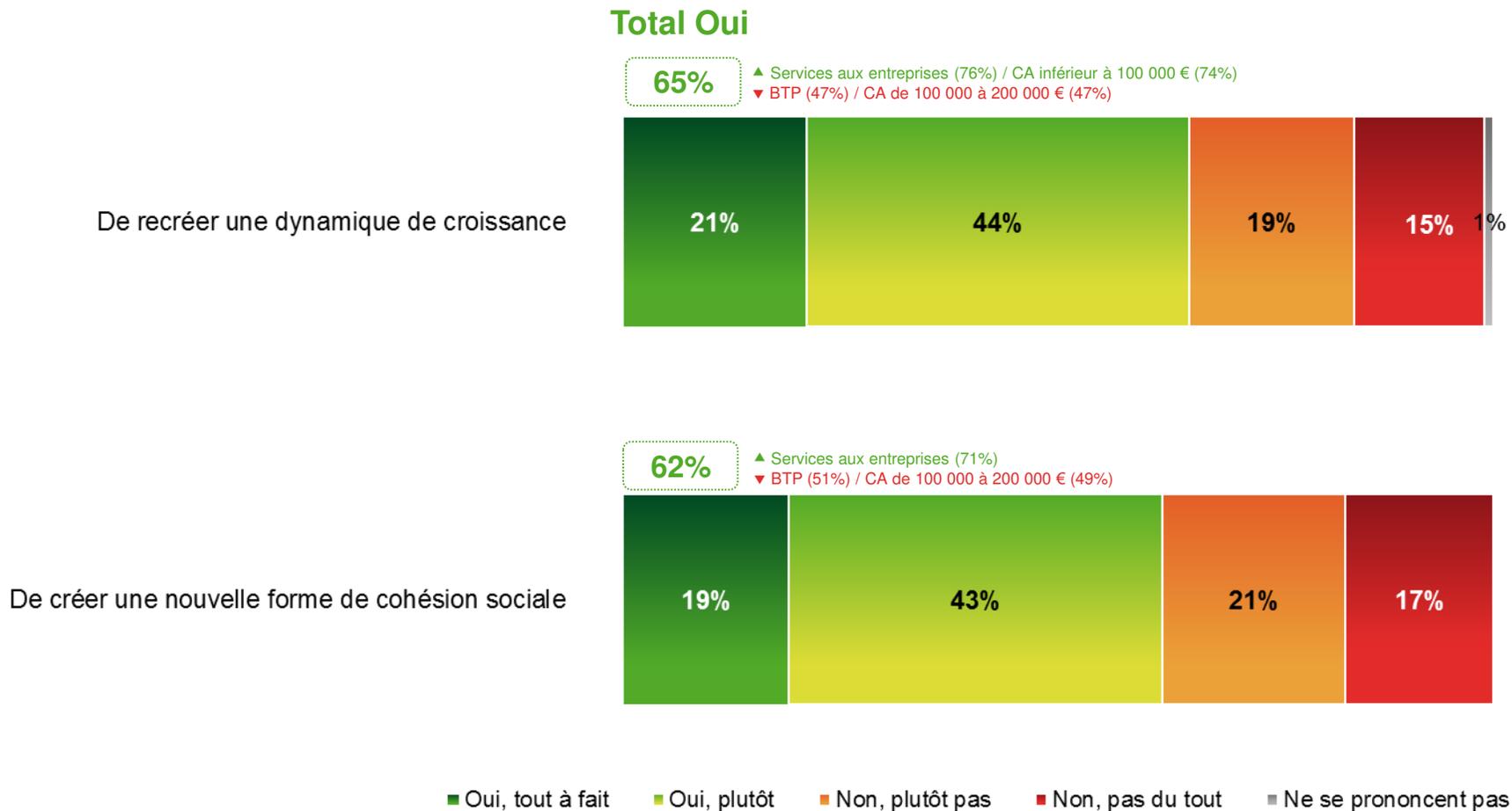


Base : à 50% de l'échantillon

L'impact des opportunités liées aux énergies renouvelables et à l'ESS

Question

Diriez-vous qu'au cours des prochaines années, les opportunités créées par les énergies renouvelables et l'économie sociale et solidaire peuvent permettre... ?

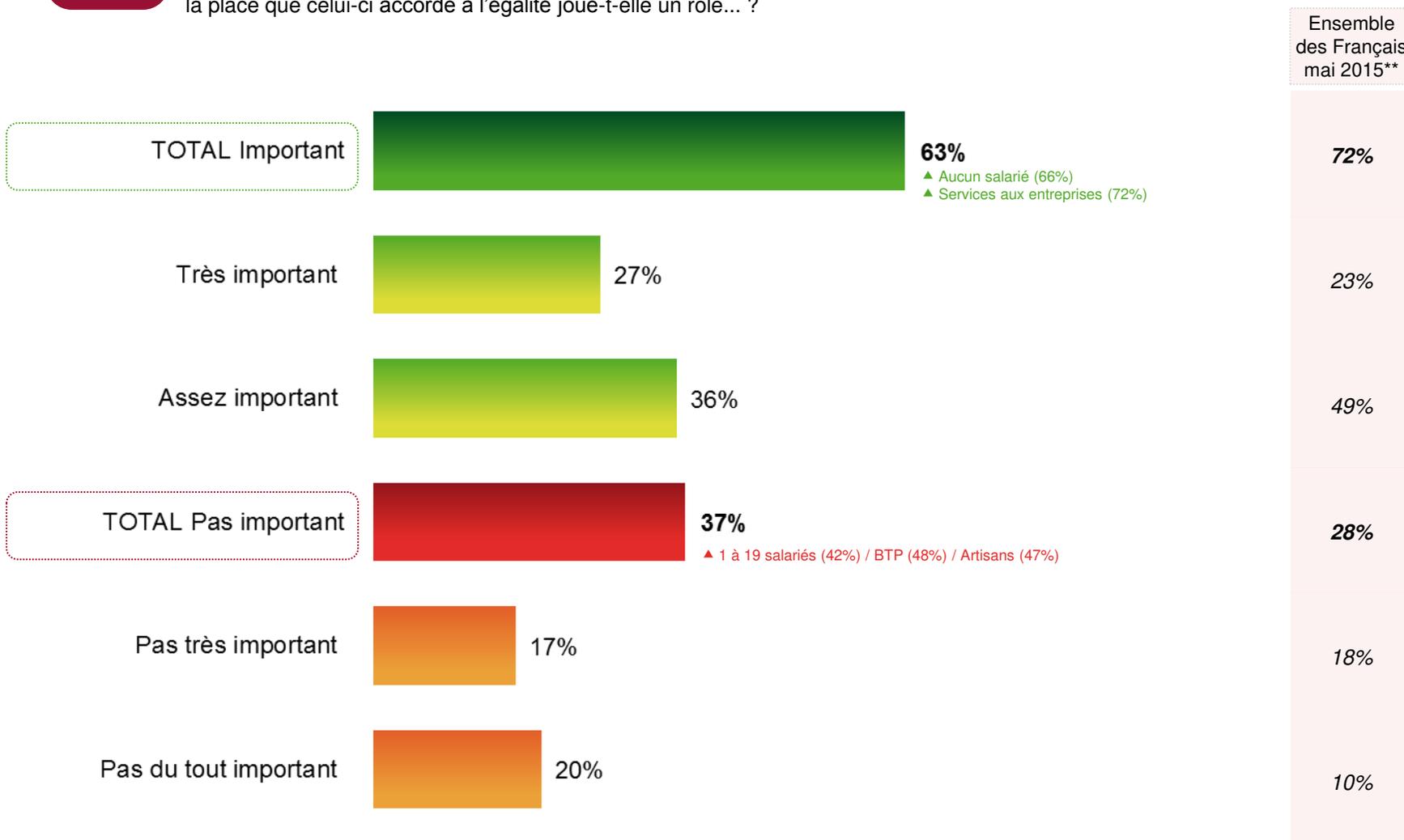


Base : à 50% de l'échantillon

La place accordée à l'égalité dans l'attachement aux politiques

Question

Dans votre attachement ou votre proximité à un parti politique ou à un responsable politique, la place que celui-ci accorde à l'égalité joue-t-elle un rôle... ?

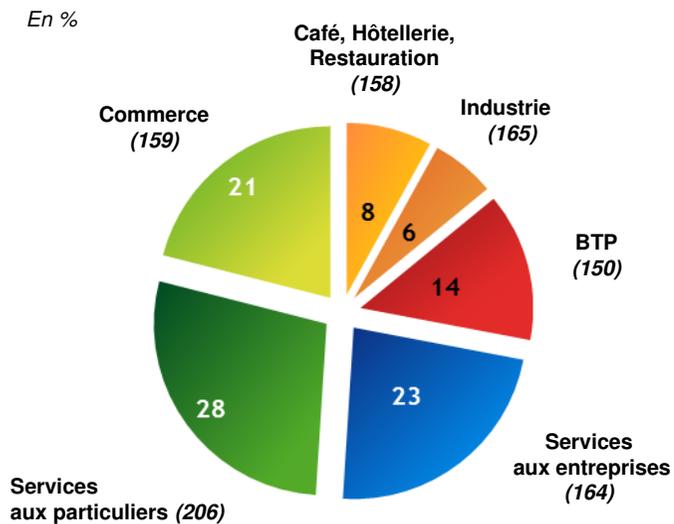


Base : à 50% de l'échantillon

- Échantillon de **1002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 11 au 26 avril 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

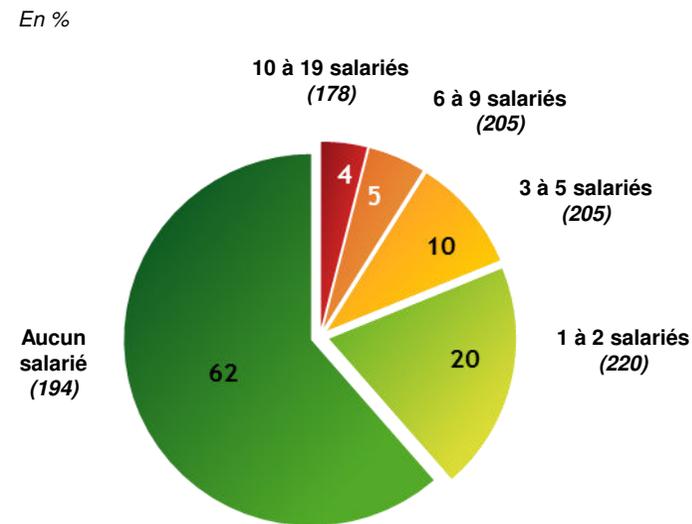
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

